



RELATIONS UE-MALI



RELATIONS POLITIQUES



L'UE est un acteur très actif et important au Mali, encore plus depuis la crise de 2012. Collectivement avec les États membres, l'UE joue un rôle clé dans la stabilité et le développement du pays. L'UE soutient également activement le processus de paix au Mali et est garant de [l'Accord de Paix et de Réconciliation](#) signé en 2015. La Haute représentante / Vice-présidente, Federica Mogherini, s'est rendue au Mali en juin 2017 et a annoncé un soutien de **500 000 euros** à l'organe de surveillance ('Comité de Suivi') de l'Accord de Paix dans lequel le Représentant Spécial de l'UE pour le Sahel représente l'UE au sein de la médiation internationale.

PAIX ET SÉCURITÉ



L'UE est en outre un partenaire majeur du Mali en matière de sécurité. Deux missions PSDC de l'UE, une militaire ([EUTM Mali](#)) et une civile ([EUCAP Sahel Mali](#)), fournissent du conseil stratégique et de la formation aux forces armées et de sécurité du Mali et aux ministères concernés afin de contribuer à la restauration de l'intégrité territoriale du Mali, à la protection de la population et à soutenir les réformes dans le secteur de la sécurité.

EUTM Mali est une mission de formation militaire déployée en mars 2013 à la suite de la crise. Elle conseille les autorités maliennes dans le cadre de la restructuration des forces armées maliennes, d'une "période de guerre" à une structure d'après-conflit/en temps de paix dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord de paix d'Alger et de la réforme générale du secteur de la sécurité, à travers la formation des bataillons et le soutien à l'élaboration de la première loi sur la programmation de la défense jamais adoptée au Mali. Son mandat court jusqu'en mai 2020.

EUCAP Sahel Mali est une mission civile fournissant une expertise en matière de conseil stratégique, de formation et d'équipement à la police, à la gendarmerie et à la garde nationale maliennes, ainsi qu'aux ministères concernés, afin de soutenir la restructuration des Forces de sécurité intérieure maliennes et la réforme du secteur de la sécurité. Son mandat court jusqu'en janvier 2021. La Mission soutient également la conceptualisation et la mise en œuvre de la composante police malienne de la [Force commune du G5 pour le Sahel](#), en coordination avec les autres missions de la PSDC dans la région.

Comme exemples de résultats concrets de la mission, EUCAP a dispensé une formation préalable au déploiement de 2018 à mai 2019 dans le cadre du plan du Centre pour le Mali (PSRIC) à environ 1000 agents de la Garde nationale (940 à Bamako, 47 à Mopti). La mission a également dispensé une formation sur: le prévôtage (40 gendarmes à Ségou et Mopti); sur le renseignement (180 personnes à Mopti et 3 forces de sécurité intérieure à Ségou); sur l'intervention professionnelle (65 gardes et policiers) à Ségou et Mopti; et sur la gestion des frontières (50 personnes à Mopti).

COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

En termes de coopération au développement, les États membres et l'Union européenne mobilisent autour de **2 milliards d'euros** pour la période 2014-2018 et environ **400 millions d'euros** par an au Mali.

À travers le programme indicatif national du 11^e Fonds européen de développement (FED) pour la période 2014-2020, **665 millions d'euros** seront alloués à quatre secteurs principaux: (i) la consolidation de la paix et la réforme de l'État, (ii) le développement rural et la sécurité alimentaire, (iii) l'éducation; (iv) l'infrastructure. Le programme fournit également un soutien à la société civile, à l'ordonnateur national et à un centre de coopération technique. L'UE soutient également le Mali dans d'autres domaines thématiques, notamment dans le cadre des programmes pour les autorités locales (plus de 5 millions d'euros de 2018 à 2020), de l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH): près de **3 millions d'euros** pour la période. 2018-2020, ou dans le cadre de l'Alliance mondiale pour la lutte contre le changement climatique (GCCA), en vertu de laquelle **6 millions d'euros** ont été mis à la disposition du Mali en 2016 et **5,65 millions d'euros** l'année précédente.

Dans le cadre du [Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique](#), 12 projets associant des actions de sécurité et de développement pour un montant de **209,5 millions d'euros** ont déjà été approuvés pour le Mali, qui fait également partie de plusieurs projets régionaux relevant du Fonds fiduciaire. L'UE s'est également engagée dans un dialogue politique de haut niveau sur les migrations avec le Mali.



AIDE HUMANITAIRE

L'Union européenne fournit également une aide humanitaire au Mali. En 2019, la Commission européenne a alloué **23,5 millions d'euros** pour répondre aux besoins humanitaires en matière de nutrition, de santé, d'éducation aux urgences, d'assistance alimentaire, de logement et d'articles non alimentaires, y compris pour une partie des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (161 000 personnes depuis le 1^{er} janvier 2019) par le biais d'un mécanisme d'intervention rapide efficace et novateur.

Plus de 650 000 personnes ont besoin d'une aide alimentaire urgente dans les régions du nord et du centre du Mali, touchées par le conflit, et plus de 156 000 enfants devraient souffrir de malnutrition aiguë sévère. L'assistance est fournie en fonction de la vulnérabilité. La Commission ([DG ECHO](#)) a un bureau permanent au Mali depuis 2011.

